

Dominique AVON, Anaïs-Trissa KHATCHADOURIAN Le Hezbollah. De la doctrine à l'action: une histoire du «parti de Dieu»

Paris, Éditions du Seuil, 2010, 282 p.

André Georges Sleiman



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/assr/22625>

DOI : [10.4000/assr.22625](https://doi.org/10.4000/assr.22625)

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2010

Pagination : 9-242

ISBN : 9782713223013

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

André Georges Sleiman, « Dominique AVON, Anaïs-Trissa KHATCHADOURIAN Le Hezbollah. De la doctrine à l'action: une histoire du «parti de Dieu» », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 152 | octobre-décembre 2010, document 152-7, mis en ligne le 13 mai 2011, consulté le 30 janvier 2024.

URL : <http://journals.openedition.org/assr/22625> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.22625>

Ce document a été généré automatiquement le 30 janvier 2024.

Le texte seul est utilisable sous licence © Archives de sciences sociales des religions. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Dominique AVON, Anaïs-Trissa KHATCHADOURIAN Le Hezbollah. De la doctrine à l'action: une histoire du «parti de Dieu»

Paris, Éditions du Seuil, 2010, 282 p.

André Georges Sleiman

RÉFÉRENCE

Dominique AVON, Anaïs-Trissa KHATCHADOURIAN Le Hezbollah. De la doctrine à l'action: une histoire du «parti de Dieu», Paris, Éditions du Seuil, 2010, 282 p.

- 1 Il est fréquent, de nos jours, de qualifier la communauté chiite libanaise de «communauté émergente». Or cette communauté ne constitue pas, ou plus, une communauté émergente: elle a d'ores et déjà connu une émergence dans les années soixante, sous l'impulsion de Moussa al-Sadr, devenu imam en 1969, qui a entrepris de la sortir de la marginalisation et du silence, de lui garantir une reconnaissance étatique en bonne et due forme, et enfin de l'animer d'une volonté politique plus ou moins définie. La communauté chiite est donc presque complètement émancipée du maronitisme et du sunnisme politiques lorsque naît le Hezbollah («parti de Dieu») en 1982. Elle devra attendre les amendements constitutionnels de 1990, issus de l'Accord de Taef, signé en 1989, pour accéder enfin à une place essentielle au sein de l'État libanais.
- 2 Phénomène politico-religieux par excellence, le «parti de Dieu» est ici examiné selon une approche historique «itinérante», si l'on peut dire, qui associe l'évolution doctrinale du parti à son parcours politique, socioéconomique et militaire. Le livre présente l'avantage de publier *in extenso* la traduction française des deux textes idéologiques fondamentaux du Hezbollah, à savoir la lettre ouverte du 16 février 1985

(pp.125-59) et la charte politique annoncée le 30 novembre 2009 (pp.161-201), et remet en lumière le côté documentaire de la recherche. La lettre ouverte est un document souvent cité, mais jamais réellement reproduit dans les ouvrages idoines, principalement parce que la version originale, et intégrale, reste difficile à trouver. Ce texte fondateur a tenu lieu de référence pour les dirigeants mêmes du Hezbollah, dans leurs discours aussi bien que dans leurs écrits et leurs actions. Bien qu'il soit officiellement «remplacé» par la charte politique de novembre 2009, ses principes directeurs restent largement valables.

- 3 Produit d'un contexte régional (défaite du nationalisme arabe, révolution iranienne en 1979) et interne (sentiment chiite de marginalisation, offensive israélienne en juin 1982), le Hezbollah est une combinaison emblématique d'une composante islamique chiite et d'une composante tiers-mondiste. La dichotomie oppresseurs/oppriés (*mustakbirūn/mustaḍ'afūn*) désigne tantôt l'oppression israélienne des chiites du Liban-Sud, tantôt l'hégémonie maronite dans le système politique libanais jusqu'en 1969, tantôt l'impérialisme américain et le «colonialisme» occidental en terre arabomusulmane, dont le peuple palestinien fut la plus grande victime. Parmi les multiples mystères du Hezbollah, le plus intrigant est sans doute la trinité arabisme-libanisme-islamisme. Puisant sa doctrine et ses actes dans ces trois éléments à la fois, le parti de Dieu est capable de se contredire, comme de se justifier, en invoquant son dévouement absolu tantôt à la nation arabe, tantôt au Liban, et tantôt à l'*umma* islamique. L'arabisme du Hezbollah ne se résume cependant pas à son soutien, entier et immanent, à la cause palestinienne. Il est également un avatar du tiers-mondisme, c'est-à-dire du refus de l'impérialisme et de la pulsion colonialiste (passée ou présente) de l'Occident, et plus précisément des États-Unis. La dichotomie oppresseurs/oppriés fleurit rapidement chez les chiites du Liban, dès les années soixante, arrosée par une profondeur historique encore chargée d'un sentiment d'injustice et d'infériorisation.
- 4 Les auteurs se basent sur un corpus de sources écrites (presse libanaise, arabe et iranienne; manuels scolaires et manuels idéologiques; essais, recueils, témoignages personnels, ouvrages et articles académiques) et audiovisuelles (déclarations télévisées, discours, documentaires) en arabe, en français et en anglais. L'apport de sources orales aurait été vivement souhaité, étant donné l'actualité du sujet, surtout que les acteurs concernés manifestent une transparence en guise d'ouverture et de bonne volonté. La périodisation adoptée par les auteurs privilégie la simplicité, tout en restant efficace. De plus, l'aspect très empirique et quasi chronologique de l'ouvrage contribue à en faciliter la lecture.
- 5 La première partie couvre la période allant de 1982 à 1991. Cette phase est celle de l'émergence du Hezbollah et de sa visibilisation croissante par le biais d'opérations de résistance à la présence militaire israélienne. C'est aussi une phase de terrorisme à l'encontre des contingents français et américain stationnés au Liban. À partir de 1985, et jusqu'en 1990, le conflit civil armé, qui se poursuit depuis 1975 au Liban, prend une tournure nouvelle: c'est à ce moment-là que les guerres internes commencent à prendre de l'ampleur, aussi bien au sein du camp dit «chrétien», qu'entre alliés druzes et musulmans. Les accrochages se multiplient entre le mouvement Amal, incarnant alors le chiisme politique et militaire, et le parti à majorité druze dirigé par Walid Joublatt. Nabih Berri, à la tête d'Amal, croise le fer avec les Palestiniens, alors que ses positions envers l'invasion israélienne et le retrait à venir de Tsahal font l'objet de virulentes contestations qui aboutissent sans tarder à des scissions internes. Le parti de

Dieu naît à ce moment-là. Il entretient des relations étroites avec la faction islamique d'Amal, sans toutefois se confondre avec elle. Les critiques réciproques entre Amal et le Hezbollah dans les années quatre-vingt, loin de s'être éliminées aujourd'hui, sont plutôt passées en «mode silencieux» et sont activement dissimulées par les deux partis. Associés et rivaux, cultivant sciemment – en politique comme sur le terrain – une atmosphère de parfaite entente malgré les différends profonds, le parti de Dieu et le mouvement Amal ont bien vite compris, après le retrait des troupes syriennes du Liban, en avril 2005, que leur alliance électorale est le seul et le meilleur moyen d'optimiser leurs gains, dans les législatives comme dans les municipales. Et, pour preuve, les législatives de juin 2005 et juin 2009 se sont soldées par une victoire sans précédent, puisque les deux partis parviennent à marginaliser avec succès les voix chiites «collatérales», et à se répartir de manière égale un nombre de sièges parlementaires jamais atteint auparavant.

- 6 La deuxième période s'étend de 1992 à 2000. La paix règne, ainsi qu'une stabilité relative, mais le régime baathiste de Hafez el-Asad tient les rênes du pouvoir libanais et y exerce la fonction d'arbitre. Quant au sud du Liban, il est sous contrôle israélien depuis les invasions de 1978 et 1982. Après la dissolution des milices et le retour «officiel» à la légalité en 1992, toujours sous les auspices de la Syrie, le Hezbollah est tenu de décider comment composer avec la nouvelle donne. Un débat a lieu autour du rôle et de la place du parti sur la scène interne, peu avant les élections législatives de mai 1992. Le parti de Dieu doit-il y prendre part? En acceptant, au final, de le faire, il met en veilleuse son projet de République islamique, tout en le maintenant comme idéal à atteindre. Mais, en choisissant de s'insérer progressivement dans le système politique libanais, le Hezbollah se résout surtout à entrer dans la République engendrée par l'Accord de Taef que le parti avait si sévèrement rejeté. Devenu partie intégrante de l'État libanais, et réconcilié avec la Syrie qui lui donne carte blanche dans le Sud occupé, le Hezbollah prend soin de préserver un certain degré d'autonomie qui lui permet de garder intactes son identité et sa mission, et de mettre en œuvre les moyens adaptés à son action. L'officialisation de sa fonction de résistance, avalisée par le régime syrien, constitue une sorte de phénomène de sous-traitance légitimé par une interprétation – jadis unanime mais aujourd'hui contestée – d'un passage de l'Accord de Taef relatif à la lutte contre Israël. Quoi qu'il en soit, ceci permet au parti de Dieu de se concentrer sur son terrain privilégié (le Sud et la région de la Béqaa à l'Ouest) et sur son programme de développement social et économique. La dimension holiste du djihad prôné par le Hezbollah ne fait aucun doute. Mais celui-ci est moins une guerre sainte qu'un effort de guerre permanent, inflexible et englobant toutes les sphères de la microsociété vivant au rythme du parti, à commencer par les médias, l'éducation et la vie socioéconomique. Le Hezbollah se donne pour tâche de bâtir des institutions fortes, solides et durables dont la fonction est de perpétuer «l'éthique khomeyniste et l'esprit du jihadisme». Contrairement à l'inconsistance idéologique de la majorité des partis politiques libanais et à l'obsolescence rapide de leur doctrine, le parti de Dieu réussit à coordonner ses actions vers une doctrine cohérente et pragmatique, en dépit de ses multiples rigidités. Suite au raid israélien qui provoque le massacre de Qana, en avril 1996, les opérations de résistance augmentent en fréquence et en intensité, jusqu'à culminer par le retrait israélien en mai 2000. Il va sans dire que cette libération marque une victoire aussi bien militaire que politique pour le parti. Sa rhétorique, taxée d'intransigeante et de fanatique, aura néanmoins porté ses fruits et ancré davantage la

légitimité de son combat et l'efficacité de sa méthode face à ses ennemis internes et externes.

- 7 La troisième période, allant de 2000 à nos jours, est riche en enjeux et en incertitudes. Les auteurs retransmettent une image assez claire de la situation faisant suite à l'assassinat de l'ancien Premier ministre (sunnite) Rafiq Hariri, en février 2005, et de la division profonde de la société libanaise entre le camp dit «pro-syrien», et le camp dit «anti-syrien», de mars 2005 jusqu'à aujourd'hui. Mais les subtilités de la période 2000-2004 sont absentes de l'exposé, bien que les événements majeurs soient cités, comme le vote de la Syrian Accountability Act en 2001, et celui de la résolution 1559 de l'ONU en 2004. De concert avec le changement de cap de la politique étrangère américaine après les événements dramatiques du 11 septembre 2001, une rivalité sunnite-chiite commence à prendre forme sur la scène politique libanaise. Le diagnostic de la première décennie de la *pax syriana* (1990-2000), tel que le présentent les auteurs, reprend judicieusement la problématique de «l'État dans l'État» (mais n'est-ce pas plutôt un État dans un non-État?), et s'étale sur la situation de coexistence entre deux modèles: celui de Singapour – ou l'État prospère et marchand voulu par Rafiq Hariri – et celui de Hanoï – l'État de résistance continue contre l'ennemi israélien et ses alliés. En fait, les différends entre le sunnisme politique et le chiisme politique commencent à naître, dès 1992, au sein des institutions publiques, entre la politique de reconstruction initiée par Hariri et ses critiques (à savoir l'ancien dirigeant d'Amal et président du Conseil Hussein al-Husseini, ainsi que Nabih Berri, sur certains aspects). Elle est plus tangible avec l'élection d'Émile Lahoud à la présidence de la République, en 1998, et après les élections législatives de 2000. Ces antagonismes rampants, extrêmement délicats, ne sont malheureusement pas assez mis en lumière. Ils sont pourtant déterminants pour le Hezbollah. Toujours est-il que la période 2005-2009 est bien décrite: les troubles de l'année 2005, la signature de la «Feuille d'entente» entre le Hezbollah et le Courant patriotique libre du Général Aoun (qualifiée parfois d'alliance contre nature), la guerre de juillet 2006, la crise institutionnelle de 2007 et le conflit armé entre sunnites et chiïtes en mai 2008.
- 8 Depuis 2005, la fonction résistante du Hezbollah est contestée de manière croissante. Est-elle nationale, comme elle était qualifiée durant l'ère syrienne? Est-elle islamique, ou bien est-elle chiïte? Depuis qu'il n'existe plus de prisonniers libanais en Israël, une opinion consiste à dire que le rôle de la résistance est terminé, et que c'est par la voie diplomatique qu'il faut libérer les villages de Chebaa et de Ghajar, restés sous occupation. À vrai dire, la véritable source de contestation de la fonction de résistance du Hezbollah ne concerne pas le territoire national, mais ses implications supranationales, étant donné que l'idéologie du parti de Dieu est tout entière arc-boutée sur deux facteurs externes au Liban: le combat pour le retour des réfugiés palestiniens en Palestine, l'éradication de «l'entité sioniste» (comme le redisait encore le député Nawwaf al-Moussaoui, en mai 2010, lors d'une interview télévisée) et la guidance du juriste-théologien (*wilāyat al-faqīh*). C'est au niveau du rôle régional du Liban que se situe la pomme de discorde entre le Hezbollah et ses détracteurs: quel Liban faut-il envisager? Doit-il être un pays de confrontation au nom des causes arabe, palestinienne et musulmane, comme l'entend le parti de Dieu, ou bien doit-il être d'abord un pays de prospérité économique et de stabilité, comme le proclament ses opposants?

- 9 Le rôle précurseur de Moussa al-Sadr est mentionné de manière claire par les auteurs, mais un arrêt sociologique sur le personnage de Sadr aurait été fort utile afin de comprendre le sens des événements historiques à venir. Le Hezbollah, qui se réclame dès ses premiers pas du mouvement initié par Sadr, n'introduit pas, comme il est souvent cru, une coloration khomeyniste aux enseignements de Sadr. L'imam est en réalité lui-même un apôtre du mouvement khomeyniste, ainsi qu'en témoignent sa mésintelligence croissante avec le Shah dans les années soixante-dix, ses affinités intellectuelles – voire ses liens de parenté – avec Khomeiny, et sa collaboration avec des militants de la révolution qui se prépare, comme Mustapha Chamran. De même, le rôle de Muhammad Hussein Fadlallah aurait gagné à être étayé davantage. Les études sur le Hezbollah mentionnent son influence fondamentale sur la pensée et l'orientation du parti dans les années quatre-vingt, mais presque toutes finissent par couper court à l'argumentaire en concluant sur les liens nébuleux et fluctuants qui caractérisent leur relation, sans pour autant entrer dans les détails de manière complète et satisfaisante.
- 10 Le livre comprend un lexique fort utile regroupant une série de termes politico-religieux provenant de l'arabe (pp.217-238), et une courte biographie des principaux protagonistes libanais, palestiniens, syriens, et iraniens (pp.239-262). Mises à part certaines sources non fiables qui sont utilisées, à l'instar du témoignage de Robert Hatem (dit Cobra), ancien homme de main d'Élie Hobeika, quelques incorrections mineures sont à signaler. Les auteurs parlent de «droite nationaliste majoritairement chrétienne qui considère que la "question palestinienne" n'est pas son affaire» (p.24). En réalité, le conflit opposant la «droite chrétienne» à la «gauche musulmane» (ces classifications étant fausses, par surcroît) dans les années soixante-dix ne portait pas sur la cause palestinienne – question sur laquelle toutes les parties étaient d'accord – mais sur la nature et l'envergure du soutien – moral, légal, militaire – à lui apporter, dans les limites de la souveraineté et l'indépendance de l'État libanais. Deuxièmement, une erreur et quelques omissions dans le nombre et le nom des députés du Hezbollah de 2005 à 2009: Abdellatif Zein et Yassine Jaber font partie du «bloc Berri» et non du bloc Hezbollah (p.264), et trois députés chiites du Hezbollah ne sont pas mentionnés, abstraction faite des députés non chiites acquis au parti. De plus, le député «Hachem Safieddine» n'existe pas (sans doute la référence est faite à Hachem Alamuddin, député sunnite de Tripoli, appartenant au bloc Hariri). Finalement, le député Michel Aoun est né en 1935 et non en 1933.
- 11 Dans l'ensemble, les auteurs réussissent à fournir un compte rendu compréhensif de l'historique des prises de position du parti de Dieu et de leur contexte, sans tomber dans la justification de ses actions. Les abus du Hezbollah, les zones d'ombre où règnent la violence et le peu de démocratie apparaissent assez nettement dans leur étude, ce qui la gratifie d'un sens d'objectivité et d'équilibre.